HISTORY

JANUARY, 1921

GUIZOT AND THE *ENTENTE CORDIALE*

It is but a few months since, in April, 1920, the *Quarterly Review* published an article to which I gave the title "Metternich and the *Entente Cordiale*." I shall therefore refrain from recapitulating, even in the fewest words, my account of the state of relations between the various Courts, and particularly those of the Tuileries, St. James's, and Vienna, in the spring of 1844; and shall confine myself to the remark that, since the publication of my article I have had to admit that, to my great regret, I was then only able to make an incomplete contribution to the history of these important negotiations.

I am now, however, thanks to the kindness of Madame de Witt-Schlumberger, in a position to fill up this gap; and, refraining from all comment, I am happy to offer the readers of HISTORY the capital document, in my opinion, of this correspondence; for it provoked this interesting exchange of views between the two great statesmen who then controlled the policy of France and of Austria. It is this hitherto unpublished letter from Guizot to the Comte de Flahaut which Madame de Witt-Schlumberger has had the great goodness to extract for me from the copious archives of the Val Richer.

COMMANDANT WEIL.

I.

GUIZOT AU COMTE DE FLAHAUT, AMBASSADEUR À VIENNE.

Paris, 16 Mars 1844.

MON CHER COMTE,

Vous avez raison. Je suis bien en retard avec vous. Outre le défaut de loisir, voici un motif spécial et le plus vrai de mon long silence. La situation a été quelque temps un peu incertaine. Il ne me plaisait pas de vous en écrire et, par vous, au Prince de Metternich, tant que je n'avais que des choses douteuses à vous en dire. Avec un homme comme lui, je ne puis souffrir de parler vaguement et incomplètement. J'ai mieux aimé attendre que la question fût résolue. Elle l'est aujourd'hui.

NO. 20.—VOL. V.

O

Dès le début de la session, il a été clair que l'opposition se réorganisait et ferait sérieusement la guerre. Que le centre gauche le voulût ou non, la gauche était décidée à entrer en campagne. La coterie américaine, la monnaie de M. de La Fayette, MM. de Tocqueville, Beaumont, Corcelles, etc., ont remis dans les veines de la gauche un peu de sang, non pas nouveau, mais plus jeune, qui ne veut pas de la somnolence, à laquelle peut-être M. Barrot se résignerait. Le centre gauche de son côté, Thiers en tête, impatienté que la conduite réservée, qu'il tenait depuis la loi de Régence¹, ne l'eût pas encore mené au pouvoir, avait envie d'en tenir une autre et de s'éloigner de nouveau du centre pour se reporter vers la gauche. Duvergier de Hauranne, avec l'activité bilieuse que vous lui connaissez, s'est emparé de ces dispositions ; il est allé, venu, retourné de la gauche au centre gauche, du centre gauche à la gauche ; il a mis en mouvement les journaux, les pourparlers, les réunions ; et, sous l'impulsion de sa fatigante et infatigable volonté, toutes les nuances de l'opposition se sont ralliées et ranimées pour attaquer en masse et à fond le Cabinet.

Divers incidents leur ont été favorables :—

1°— La prétention de Dupin à la Présidence. Il n'a pas ouvertement passé à l'opposition, mais il est resté mécontent et cherchant à être malfaisant.

2°— Belgrave Square et le mot *flétri*.² C'est le grossier esprit d'un homme de gauche qui l'a inventé ; une fois inventé, nous n'avons pas pu ne pas le soutenir, car son abandon eût été pour les légitimistes une victoire ; mais son adoption les a rejetés tous, pour quelque temps, dans l'opposition.

3°— La démission de Salvandy³ et son motif, petit et court embarras dont on a espéré un moment tirer quelque parti.

¹ La loi de Régence avait été présentée à la Chambre à la séance du 9 Avril 1842. Ce fut seulement après le remarquable rapport fait par le duc de Broglie, le 27 Août, que la Chambre des Pairs vota, le 29, le projet qui, après de longs débats assez orageux, avait été sanctionné au Palais Bourbon.

² Le voyage d'Eu (la visite que la reine Victoria vint faire à Louis-Philippe au commencement de Septembre 1843) ne satisfit sans doute que médiocrement le Cabinet britannique. S'il eût obtenu du Ministère français ce qu'il voulait, il n'eût certainement pas toléré la manifestation légitimiste que le duc de Bordeaux provoqua un mois après (Novembre) sous le nom désormais historique de comte de Chambord, en se rendant à Londres où, à grand bruit, les chefs de ses partisans vinrent le saluer roi. Louis-Philippe se montra peut-être plus irrité qu'il ne convenait, du pèlerinage de *Belgrave Square*. L'incorrection diplomatique du Gouvernement anglais lui fut profondément sensible. Il n'était pas homme à y répondre par une rupture violente. Mais tout en continuant à ménager prudemment la Cour de Londres, il sembla, pendant quelque temps, vouloir soutenir ses intérêts vis à vis d'elle avec un peu plus de fermeté que par le passé. (DEBIDOUR, *Histoire diplomatique de l'Europe*. I, 409.)

"La commission de l'adresse, au Palais Bourbon, eut la main plus lourde que la commission de la Chambre des Pairs. Elle proposa la phrase suivante : *La conscience publique flétrit de coupables manifestations*. Commencée le 26 Janvier 1844, la délibération ne se termina qu'après une chaude bataille par le rejet, par 220 voix contre 190, d'un amendement proposé par la gauche qui substituait le mot : *réprouve*, au mot : *flétrit*." (THUREAU-DANGIN, *Histoire de la Monarchie de Juillet*. Tome V, pp. 234-235.)

³ "Le rôle de M. de Salvandy, alors Vice-Président de la Chambre et Ambassadeur à Turin, avait causé une grande irritation aux Tuileries, quand il y accompagna, en sa qualité de Vice-Président, la députation chargée de porter l'adresse. Le Roi, qui ne savait pas toujours se contenir, ne répondit

4°— Enfin, et par dessus tout, Taïti, tuile aussi grosse qu'inattendue.¹

L'opposition a exploité tout cela avec ardeur, s'en promettant quelques chances. Le parti conservateur en a été quelques semaines un peu inquiet et ébranlé.

Tout cela est passé. La querelle est vidée, de l'aveu de tout le monde. Elle a été vidée contre toutes les nuances de l'opposition réunies sous le drapeau de la gauche. Le parti conservateur est vainqueur et content, plus sûr que jamais de sa force propre et plus attaché que jamais à la politique du Cabinet.

La situation est donc nette et forte. Mais elle sera très militante. L'opposition qui n'a plus d'espoir, est piquée de sa défaite. Elle nous harcèlera incessamment. Nous serons souvent sur le champ de bataille et toujours sur le qui-vive.

Ne vous étonnez donc pas si ma correspondance est encore un peu rare et courte. Le dedans m'absorbe encore beaucoup. J'ai pourtant grande envie que le dehors marche bien et me donne de la force au lieu

pas à son salut et l'entraînant dans un salon voisin, lui exprima vivement son mécontentement. Les éclats de sa voix arrivaient jusqu'aux députés qui, tout interloqués de cette scène, attendaient qu'on leur rendît leur Vice-Président. L'incident fit du bruit dans le monde parlementaire. M. de Salvandy donna sa démission d'Ambassadeur et le Comité directeur de l'Opposition, ne reculant pas devant le scandale d'une mise en cause du Roi, le cherchant au contraire, décida de porter l'incident à la Tribune. M. Thiers offrit de s'en charger lui-même à la grande surprise, mais à la grande joie de ses alliés." (THUREAU-DANGIN, *Histoire de la Monarchie de Juillet*. Tome V, pp. 245-246.)

La disgrâce de M. de Salvandy ne fut pas de longue durée. L'année suivante, Louis-Philippe lui confia le portefeuille de l'Instruction Publique.

¹ "Grâce à l'ascendant que Pritchard (see *Dictionary of National Biography*, xlii, 406-7), à la fois missionnaire et consul britannique, avait pris sur la reine Pomaré, il l'avait amenée à méconnaître le Traité qu'elle avait conclu, en Septembre 1842, avec l'amiral Dupetit-Thouars et qui avait établi à Taïti le protectorat français. L'amiral, à son entrée à Taïti, avait en conséquence déposé la reine Pomaré et déclaré possession française tout l'archipel de la Société (Novembre 1843). Le Gouvernement de Juillet, préoccupé d'éviter un conflit avec l'Angleterre, avait, il est vrai, désavoué cette mesure dès le mois de Février 1844. Mais, à Taïti les autorités françaises, ignorant ce désaveu, s'étaient emparées du gouvernement et comme une révolte fomentée par Pritchard avait éclaté parmi les indigènes, le commandant de Papéete s'était décidé à faire arrêter ce personnage qui, ayant renoncé à son titre de consul, n'était plus couvert par l'immunité diplomatique et qui fut expulsé de l'île au commencement de Mars. La nouvelle de ces menus événements arriva en Angleterre vers la fin de Juillet, presque en même temps que Pritchard lui-même. Le patriotisme britannique fut à ce moment chauffé à blanc. Le Révérend fut accueilli comme un martyr et l'exaspération du peuple britannique contre la France et son Gouvernement fut bientôt portée au paroxysme. Sir Robert Peel ne craignit pas de dire en pleine Chambre des Communes que l'Angleterre avait été grossièrement insultée et qu'une réparation lui était due. Il va sans dire qu'en France le public ne restait pas froid devant ces provocations et ces menaces. . . . Bref, vers la fin d'Août, il semblait que l'Entente cordiale fût sur le point d'aboutir à une véritable déclaration de guerre. Louis-Philippe était plus que jamais partisan de la paix. Il n'était pas disposé à la compromettre pour ce qu'il appelait les tristes bêtises de Taïti. On lui a reproché, non sans quelque raison, l'empressement avec lequel il céda en cette circonstance aux injonctions de l'Angleterre." (DEBIDOUR, *Histoire Diplomatique de l'Europe*. I, 413-414.)

de me créer des embarras. C'est dire que j'ai besoin de compter sur l'adhésion et le concours du prince de Metternich. Je me permets d'ajouter que j'y ai droit.

Il ne tiendrait qu'à moi de croire que le prince de Metternich a contre nous de l'humeur à cause :—

1°— De notre intimité avec l'Angleterre.

2°— De la reconnaissance de la reine d'Espagne par le roi de Naples et du mariage qui peut s'en suivre.¹ Cela me revient de bien des côtés. Les ennemis de la politique conservatrice l'espèrent un peu et le disent beaucoup. Je suis bien décidé à n'en rien croire. Le prince de Metternich a l'esprit trop ferme et trop profond pour s'arrêter à une vue si superficielle des choses.

Bien que le rétablissement de la bonne intelligence, de l'*entente cordiale*, de l'intimité, si l'on veut, entre Paris et Londres ne puisse lui causer aucun déplaisir, je dis, et je dis sans hésiter, qu'il doit s'en applaudir et la maintenir de tout son pouvoir.

Il n'y a aujourd'hui entre les grands Etats point de rivalité réelle, point de sérieux conflit d'intérêts, point de vraie lutte d'influences. Aucun de ces Etats ne songe à s'agrandir aux dépens des autres. Aucun ne convoite à aucun autre sa place et son poids dans l'ordre Européen. Toute politique fondée sur la jalousie et la lutte d'influences est petite, vieille et fausse.

Aussi est-ce une satisfaction bien peu intelligible que celle qu'ont laissé entrevoir Apponyi à Paris et Neumann à Londres² à l'occasion de l'affaire de Taïti et des chances de conflit qui pouvaient en résulter entre nous et l'Angleterre.

Il n'y a qu'une affaire en Europe, et la même pour tout le monde, la répression de l'esprit anarchique et le maintien de la paix dans ce dessein.

La paix est bien autre chose que la prospérité des peuples, c'est la sûreté de l'ordre social.

Deux sortes de gouvernements sont maintenant en présence de l'esprit anarchique et aux prises avec lui : la *monarchie pure* et la *monarchie constitutionnelle*.

Je ne pèse point le mérite de ces deux formes de gouvernement ; je ne les compare point. Ce sont deux faits, puissants tous deux, qui ont l'un et l'autre de puissantes raisons d'être et qui se doivent mutuellement du respect.

¹ Voir à ce sujet le paragraphe de la réponse de Metternich relatif à l'Espagne dans *Metternich et l'Entente cordiale*.

² "La nomination du baron Neumann comme Ministre Plénipotentiaire d'Autriche à Londres n'a point étonné, puisque cet ancien diplomate est frère du Prince de Metternich et en est spécialement protégé. Mais cela démontre de plus en plus l'inconvénient du manque de Souverain et de ce que le Ministre décide en dernier ressort et sans appel. Comme le père putatif du baron Neumann était valet du Prince de Metternich père, le feu Empereur avait toujours refusé de l'élever au rang de Ministre en disant que jamais il ne se ferait représenter par le fils d'un valet de chambre. A présent que personne ne peut plus s'y opposer, le Prince Chancelier a fait ce qu'il a voulu. . . ." (*Comte Mario degli Alberti. Carteggio Sambuy. Confidentielle. LXXVII. Vienne, 2 Avril 1842.*) Neumann n'était pas un inconnu pour Guizot. Il l'avait déjà rencontré à Londres en 1840. Le baron de Neumann, lit-on dans ses *Mémoires* V. p. 57, était "un serviteur confidentiel du prince de Metternich, intelligent, prudent, discret avec solennité, évitant surtout de compromettre sa Cour et lui-même et portant, je crois, autant de goût à mon cuisinier qu'à ma conversation."

Tous deux ont le même besoin de la défaite de l'esprit anarchique et du triomphe de l'esprit conservateur. Tous deux, sous des formes et avec des armes différentes, combattent au fond pour la même cause.

Je ne croirai donc jamais qu'un esprit comme celui de M. de Metternich se prête un moment à l'idée de la séparation des grands Etats européens en deux camps, celui des monarchies pures et celui des monarchies constitutionnelles ; il n'y a que les révolutionnaires qui désirent cette séparation ; dans les monarchies pures, il n'y a que les fanatiques et les sots.

Je ne suis donc point de ceux qui disent en ce moment : " La Russie, l'Autriche et la Prusse resserrent leurs liens, parce que la France et l'Angleterre ont resserré les leurs. On veut opposer *entente cordiale* à *entente cordiale*. C'est là le dessous du voyage du comte Orloff à Vienne¹ et du voyage annoncé de l'Empereur Nicolas. Toeplitz ou Vienne sera une seconde édition de Münchengrätz." *

Je suis convaincu que le prince de Metternich n'entrera jamais réelle-

¹ Orloff (Alexis, comte) (1781-1861), commença sa carrière dans l'armée russe. Après avoir pris part à toutes les campagnes contre Napoléon et contribué à réprimer l'insurrection militaire de 1825, il entra, en 1828, dans la diplomatie, conclut, en 1833, le Traité d'Unkiar-Skélessi qui assurait à la Russie seule le libre passage des Dardanelles. Ambassadeur à Constantinople après la signature de la paix, ami et confident de Nicolas I qui le combla d'honneurs et de distinctions et qu'il accompagna dans tous ses voyages, il représenta la Russie en 1856 au Congrès de Paris.

" L'arrivée imprévue du comte Orloff," mandait, le 20 Février 1844, le comte Sambuy au comte Solaro della Margarita (*Comte Mario degli Alberti. Carteggio Sambuy*. No. 1777. T. III, 310-312) " est naturellement le sujet de toutes les conversations politiques. . . . C'est un trop grand personnage en Russie, il est trop avant dans la confiance de l'Empereur Nicolas et trop haut placé pour être chargé d'une mission qui ne soit pas des plus importantes. On assure en outre qu'il ne s'expose pas à entamer une négociation dont le résultat puisse être douteux et que son intervention doit nécessairement annoncer l'issue favorable de l'affaire qu'il est chargé de conclure. . . . Les pensées se portent donc sur un projet de mariage entre l'Archiduc Etienne et la Grande Duchesse Olga comme but principal de la venue du comte Orloff ; cela fait rechercher toutes les circonstances qui peuvent se rattacher à ce projet."

Dans toutes les dépêches que Sambuy adresse à sa Cour à ce moment (et pendant quelque temps elles sont presque quotidiennes) le Ministre de Sardaigne s'étend longuement sur la présence du comte Orloff à Vienne, sur l'impopularité que rencontre dans toutes les classes ce projet de mariage. Aussi Sambuy cherche-t-il à découvrir le véritable but du voyage du comte Orloff et en vient-il, le 23 Février (*ibid.*, p. 314), à la conclusion suivante : " Un seul motif présente quelques caractères de vraisemblance. C'est que l'Empereur Nicolas, blessé de la manière dont la reine d'Angleterre s'est exprimée dans son discours d'ouverture du Parlement, en montrant une préférence marquée pour l'alliance de la France, voudrait conserver la sienne avec l'Autriche pour faire contre-poids à celle des deux grandes Puissances constitutionnelles occidentales et que ce serait l'un des sujets des négociations de son aide de camp. . . ."

Le 25 Mars, le comte Orloff reprenait le chemin de Saint-Petersbourg sans avoir pu vaincre la résistance de la Cour de Vienne à ce projet de mariage.

* Ce ne fut pas à Vienne mais à Londres que Nicolas se rendit. Le 31 Mai, il arrivait à Londres. Blessé dans son amour-propre par l'insuccès de ses tentatives de mariage et de rapprochement avec l'Autriche, en venant rendre visite à la reine Victoria, en affectant d'oublier le mécontentement que lui avait causé son Message au Parlement, il cherchait maintenant, ne pouvant plus compter sur l'Autriche, à jeter les bases d'une entente entre Londres et Pétersbourg pour le règlement de la question d'Orient.

ment dans une si pauvre et si fausse politique. Mais je le prie de considérer deux choses :—

L'une, que tous les chefs d'Etat n'ont pas le jugement aussi libre, aussi fixe, aussi serein que lui, et que des esprits passionnés ou légers peuvent, sinon s'engager bien avant dans cette voie, du moins se donner le plaisir de paraître y entrer.

L'autre, qu'en ce genre, les apparences seules sont mauvaises. Une grande partie du public européen s'y trompe et il peut en résulter des troubles dans les relations et de l'embarras dans les affaires.

Je conjure donc le prince de Metternich de ne pas laisser s'établir même les apparences d'une politique qui ne peut pas être la sienne. Je ferai ici un acte de grande fatuité. J'ai trouvé quelquefois que M. de Metternich n'allait pas assez complètement, assez hardiment jusqu'au bout de sa propre raison et de sa propre volonté, qu'il n'avait pas en lui-même, dans sa pensée et dans sa force, une assez entière et active confiance. Sa gloire est d'avoir eu une idée fixe, la répression de l'esprit anarchique, et d'avoir eu cette idée sans aveuglement ni fanatisme, c'est-à-dire d'avoir su reconnaître à quelles conditions, par quels moyens, dans quelle mesure, selon les lieux et le temps, le succès pouvait être obtenu. Je le conjure d'être tout lui-même et d'agir personnellement, selon ce qu'il pense réellement.

Après de l'intérêt supérieur et général qui nous est commun, l'intérêt de la politique conservatrice en Europe, que signifient des diversités de situation et d'opinion qui peuvent exister entre nous sur telle ou telle question spéciale, même grande : l'Espagne, l'Italie, la Grèce ?

En Espagne, M. de Metternich croit le parti carliste plus fort que nous ne le pensons et en fait, plus que nous, le pivot de sa politique ; mais il ne veut pas plus fermement que nous la fin de l'état révolutionnaire et le rétablissement d'un pouvoir un peu régulier et monarchique. Et nous pouvons, je crois, plus que personne y contribuer.

En Italie, sur le terrain de Naples, nous avons, lui et nous, différé naguère de vue et d'intérêt. J'ai beaucoup à dire à ce sujet. Je vous en écrirai spécialement un de ces jours. Il est impossible que certaines diversités naturelles de situation et de politique ne se retrouvent pas, sur certains points et de temps en temps, entre les Etats liés par l'entente générale la plus réelle et la plus sincère. Est-ce à dire que l'entente générale en doive être troublée et qu'elle ne comporte pas une certaine mesure de liberté ? M. de Metternich n'est pas plus opposé que nous à toute tentative révolutionnaire en Italie, et les faits le lui prouveront.¹ C'est encore un point sur lequel j'ai des détails à donner. Je regrette de ne pas l'avoir encore fait. Je ne tarderai pas. J'ai fait ici ce qu'il y avait à faire. C'était le plus pressé.

Quant à la Grèce, au fond nous ne différons guère et, à tout prendre, le prince de Metternich nous a secondés plutôt que contrariés à Athènes depuis six mois.² J'ai pourtant sur ces événements là et leur avenir bien des choses à lui dire et à lui demander. J'ai grand besoin de connaître

¹ Voir, dans la dépêche de Metternich à Guizot, les deux paragraphes relatifs à l'Italie dans "Metternich et l'Entente Cordiale."

² La Grèce, qui avait un roi depuis 1833, n'avait pas encore de constitution. Othon de Bavière, qui la gouvernait fort mal, lui refusait la liberté parlementaire qu'elle réclamait à grands cris. La révolution, à la fois populaire et militaire, du 15 Septembre 1843, l'obligea de capituler devant ses sujets. Cet événement, que l'Angleterre avait quelque peu provoqué, que la France n'avait pas souhaité,

à cet égard toute sa pensée. Quel dommage que le château d'Eu ne soit pas aussi près de Vienne que de Brighton !

Voilà une bien longue lettre, mon cher comte, et j'ai à peine commencé ; et je vous quitte l'esprit plein de tout ce que je voudrais encore vous dire ; je vous reviendrai la semaine prochaine. J'ai lundi le débat sur les fonds secrets. On dit que ce ne sera pas grand'chose. Le bout en train de l'opposition, Duvergier de Hauranne, part après ce débat pour aller se promener à Constantinople et à Athènes.

Adieu, mon cher comte, mille amitiés.

II.

It is no less fortunate for us that Madame de Witt-Schlumberger, anxious to contribute as much as possible to the elucidation of this interesting point in the history of the *Entente Cordiale*, has not been content with the communication of the above despatch. Filling up the measure of her kindness and generosity, she has determined that nothing should be lacking in the communication which she has had the goodness to make. Besides placing at my disposal Guizot's letter, she has been at pains to enable me to complete my documentation by adding to her remittance two of Flahaut's despatches which are of real importance. The second is nothing less than the preface and *résumé* of Metternich's despatch which Count Apponyi was told to let Guizot read.¹

que la Russie avait réprouvé, sembla d'abord devoir assurer la prépondérance en Grèce au Gouvernement britannique. De fait, quand la Constitution eut enfin été mise en vigueur (Mars 1844), c'est à un partisan résolu de la Cour de Londres, Mavrocordato, que fut confiée la direction des affaires. Mais ce Ministre fut, dès son avènement, contrecarré, réduit à l'impuissance par le parti français dont le chef, Coletti, qui arrivait de Paris et qui jouissait en Grèce, depuis la guerre de l'Indépendance, d'une immense popularité, était en outre secondé par le représentant de Louis-Philippe, Piscatory, personnage très actif et fort bien vu des Hellènes. Au bout de quelques mois, il fut amené à résigner le pouvoir et son rival fut appelé au Ministère (Août 1844) où, malgré l'hostilité de l'Angleterre, il devait se maintenir jusqu'à sa mort (Septembre 1847). (DEBIDOUR, *Histoire Diplomatique de l'Europe*. I, 410-411.)

¹ L'impression qu'avait produite sur l'esprit de Metternich la lettre de celui qu'il tenait pour "le meilleur ministre que la révolution de Juillet ait amené au timon des affaires" (METTERNICH, *Mémoires*, vii, 27, 29, Metternich au comte Apponyi, Trieste, 29 Août, 1844) avait été, on ne saurait en douter, des plus vives et des plus profondes. Dès que Flahaut est sorti de chez lui, aussitôt après avoir féri un premier et rapide coup d'œil sur la dépêche dont l'Ambassadeur venait de lui donner communication, il prend la plume et ne peut s'empêcher de marquer à Apponyi bien plus qu'il ne le fera dans sa réponse du 19 Avril, le mécontentement, le dépit, et surtout les craintes que lui inspire cette fâcheuse "Entente Cordiale." "Le Cabinet français," lui mande-t-il le 25 Mars, "marche avec l'Angleterre parce que cela lui convient sous plus d'un rapport. Poussera-t-il cependant la courtoisie jusqu'aux derniers termes lesquels soient marqués par la guerre ou le retraite morale. J'ai de la peine à le croire." Il est si inquiet, si impatient que ne voulant pas attendre la conversation à laquelle donnera lieu la remise de dépêche du 19 Avril, il ajouta ces mots bien caractéristiques de son état d'esprit : "Veuillez vous expliquer envers M. Guizot avec franchise et sous les dehors d'un grand calme" (METTERNICH, *Mémoires*, vii, 25).